vigilance dont vous avez usé jusqu'à présent ; et ils ont ordonné que Votre Grandeur Elle-même devait être exhortée à s'entendre avec le Clergé de votre Diocèse, pour que les catholiques et surtout la jeunesse soient éloignés du dit Institut tant qu'il sera bien connu que des doctrines pernicieuses y sont enseignées. Ce jugement a été promulgué dans toutes les églises de ce Diocèse.

2o. Parce qu'ayant ainsi refusé de renoncer à l'Institut Canadien, quoiqu'il fût bien connu que des doctrines pernicieuses y étaient enseignées après comme avant sa condamnation, il a continué à garder, prêter et faire circuler des livres défendus sous peine des censures ecclésiastiques, et en particulier un certain livre intitulé *Annuaire de l'Institut Canadien pour 1868, etc.*, qui contient des doctrines pernicieuses et réprouvées par le décret de la S. Cong. de l'Index du 12 Juillet 1869. Car par ce seul fait, il avait encouru *ipso facto* l'excommunication majeure, qui lui interdisait entr'autres l'usage des sacrements et la sépulture ecclésiastique. Car en conséquence de cette condamnation " personne, ce sont " les paroles du décret du 12 Juillet 1869, quels que soient " son rang et sa condition, ne peut ni publier, ni lire, ni " garder le dit ouvrage condamné et proscrit en quelque " lieu qu'il soit, ou en quelque langue qu'il ait été publié ; " mais il doit les remettre entre les mains des Evêques ou " Inquisiteurs sous les peines portées par les règles de " l'Index des livres défendus." Or il est à remarquer que ces peines sont en général encourues *ipso facto*, sans qu'il soit nécessaire de dénoncer les coupables. Aussi, quoiqu'ils ne puissent être admis aux sacrements et à la sépulture ecclésiastique, il n'est pas défendu de les fréquenter de leur vivant ; et le cimetière ne se trouve pas profané, s'ils y sont enterrés, comme il le serait, si ces excommuniés étaient du nombre de ceux avec qui il n'est permis d'avoir aucun rapport. C'est à l'égard de ces derniers seulement qu'a lieu la règle qui oblige de faire les monitions et dénonciations personnelles.

3o. Parcequ'il est notoire qu'il n'avait fait ni la confession